

"La montagne de la misère" dans Süddeutsche Zeitung (19 novembre 1946)

Légende: Le 19 novembre 1946, le quotidien bavarois Süddeutsche Zeitung dresse un tableau catastrophique de la situation humanitaire dans l'Allemagne détruite et lance un appel à la charité chrétienne.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Joseph; Schwingenstein, August. 19.11.1946, Nr. 95; 2. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Der Berg des Elends", auteur:Friedmann, Werner , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_montagne_de_la_misere_dans_suddeutsche_zeitung_19_novembre_1946-fr-3fd1a6d3-3cf6-4d9a-b7e0-2f26c7cb4b4c.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La montagne de la misère

De Werner Friedmann

Quand les toutes premières victimes des bombardements sont sorties des caves de leurs maisons détruites, elles ont été accueillies par une vague de sympathie et de mains secourables tendues. Elles étaient une sorte de curiosité, les premiers représentants intéressants d'un genre nouveau d'être vivant que ce siècle si riche en créations déplorables a appelé «victimes des bombardements». Puis leur nombre est devenu gigantesque et les cœurs de leurs semblables se sont durcis, suivant une loi de la nature qui veut que la compassion diminue à mesure que la détresse grandit car la force de la pitié ne peut rien devant des chiffres qui nous semblent incommensurables. Dix pauvres – bien! On ouvre le porte-monnaie et les armoires. Mais des millions de pauvres – le citoyen moyen ne peut pas le concevoir. Il ferme les yeux et préfère, tant qu'il a la chance de ne pas être concerné lui-même, ne rien voir et prier Saint Florian de continuer à incendier des maisons étrangères pourvu que la sienne soit épargnée.

Si on dépeint dans tous les détails la misère d'une famille de réfugiés, il ne fait aucun doute que de nombreux lecteurs émus écriront à la rédaction et offriront leur soutien à cette famille. Mais que se passera-t-il si nous publions une liste qui se trouve sur le bureau du commissaire du gouvernement bavarois aux réfugiés et qui porte le titre lapidaire «Besoins les plus urgents des réfugiés»? Sur cette liste, des chiffres laconiques indiquent qu'en Bavière, en 1946, 470 000 personnes chassées de leur foyer ne possèdent pas de matelas et qu'elles sont 850 000 à ne pas avoir de couverture. 500 000 réfugiés n'ont ni lit ni paille, 700 000 ne possèdent aucune paire de chaussures utilisable. Un million de réfugiés ne peuvent pas dire qu'une seule assiette leur appartient, et un million et demi n'ont même pas une tasse. 200 000 familles ont besoin d'un poêle; 150 000 hommes et 480 000 femmes et jeunes filles n'ont pas de sous-vêtements. 285 000 enfants n'ont pas les vêtements de première nécessité.

Ce que les statistiques ne disent pas, c'est que ces enfants ne sont pas en mesure d'aller à l'école, que des milliers d'agriculteurs qui aiment leur travail ne peuvent pas aider dans l'agriculture, simplement parce qu'ils n'ont pas de chaussures, qu'il y a par exemple à Nuremberg un bunker qui abrite depuis plus d'un an des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants dont la majorité ne peuvent voir la lumière du jour que quand le temps est chaud et sec. Ils doivent maintenant presque tous passer tout leur temps dans des zones surpeuplées du bunker qui, d'après les indications du commissaire aux réfugiés, sont parfois plongées des jours entiers dans l'obscurité en raison de problèmes électriques, et dont les murs ruissellent d'humidité.

Comme on l'a déjà dit, la pitié et l'imagination sont dépassées par une telle montagne de misère, comme face au chiffre de millions de personnes ayant trouvé la mort dans les camps de concentration de Hitler, qui dépasse tout simplement l'entendement. Le commissaire du gouvernement Jaenicke, qui a abordé récemment ce sujet devant des conseillers régionaux et des maires dans les cinq circonscriptions bavaroises, croyait parler d'un thème bien connu. Pourtant, un silence religieux régnait dans les salles. L'étonnement face à un tel océan de détresse avait plongé dans une stupéfaction incrédule même des gens qui se croyaient «experts» en la matière.

À quoi servent encore les appels et les belles paroles? Ceux dont la maison et les biens ont été épargnés par Saint Florian préfèrent dans le meilleur des cas faire taire les appels étouffés de leur conscience par un don d'argent et ne pas se sentir autrement concernés. Qu'y peuvent-ils si le hasard ou la «Providence» si souvent invoquée pendant le IIIe Reich leur ont été favorables? Ils ne trouvent pas d'eux-mêmes le point qui relie les deux mondes des pauvres et des riches. «Nous sommes de bons chrétiens», disent-ils, «mais le Christ approuve la propriété privée comme fondement d'une vie de famille saine». Et beaucoup regardent d'un œil torve le socialisme, dans lequel ils ne voient rien d'autre qu'une idéologie qui menace d'une façon ou d'une autre la propriété privée.

C'est tout aussi facile que faux. Car la conception chrétienne de la propriété n'a rien à voir avec la conception bourgeoise et capitaliste de la propriété et, en outre, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire que le christianisme et le socialisme se tendent la main. Seuls les préjugés des possédants qui se disent

– par amour de leur propriété – chrétiens s'opposent à ce processus en soi naturel, clairement soutenu depuis des siècles par de nombreuses déclarations de papes et de docteurs de l'Église catholique (cf. l'essai de Fedor Stepuns «Die Pflicht zum Eigentum und das Recht der Enteignung» dans le premier cahier de «Hochland», qui a recommencé à paraître).

En pratique, le jour viendra peut-être où l'État sera contraint dans l'intérêt général de s'immiscer d'une manière ou d'une autre dans les rapports de propriété. Voici ce qu'il doit faire aujourd'hui pour résoudre la question la plus difficile de notre époque: ce ne sont pas les tapis précieux et les peintures à l'huile, les bagues serties de diamants et les œuvres d'art que les particuliers ont sauvés qui doivent être saisis, mais les assiettes et les tasses à café, les couvertures et les tabourets de cuisine, les cadres de lit et les marmites, les chaussures de travail et les sous-vêtements chauds. À une époque où la détresse est tellement inconcevable, demander à ceux qui possèdent trois services de table et quatre édredons, cinq paires de chaussures, six costumes et sept ensembles de linge de corps de céder une petite partie de ce qu'ils ont en trop – la partie la moins belle et peut-être contre un dédommagement – ne mettrait pas en cause la reconnaissance constitutionnellement garantie de la propriété privée mais serait une marque c o n c r è t e d e c h r i s t i a n i s m e ! Une pondération un peu plus équitable entre les armoires à linge et les vaisseliers bien remplis et les malles misérablement vides des réfugiés n'est pas une atteinte à la vie familiale du citoyen qu'on peut rejeter comme une «contrainte antidémocratique», mais est pour ceux qui ont les yeux ouverts sur notre monde une nécessité qui – si elle n'était pas reconnue – aurait des conséquences sérieuses, en particulier pour les possédants eux-mêmes.